

Le Forum social québécois : quel avenir politique pour l'altermondialisme au Québec ?

Maxime Ouellet

Doctorant et chargé de cours en études politiques, Université d'Ottawa

En août 2007, Montréal a accueilli le premier Forum social québécois (FSQ). L'événement a été l'occasion pour des centaines de militants provenant de divers milieux d'échanger sur la construction de nouveaux modèles de développement économique, social et politique. Pendant que le mouvement altermondialiste se questionne sur son avenir à l'échelle internationale, la mobilisation se consolide à l'échelle locale.

L'altermondialisme s'essouffle-t-il ?

Les manifestations du mouvement altermondialiste ont pratiquement disparu du radar des médias de masse à la suite des événements du 11 septembre 2001. Ce manque de visibilité médiatique constituerait, selon certains, un symptôme de l'épuisement du mouvement, qui a connu ses heures de gloire lors des événements spectaculaires de Seattle, de Gênes et de Québec. La montée du néoconservatisme aux États-Unis, la guerre au Moyen-Orient et l'obsession sécuritaire liée au terrorisme auraient rendu les élites économique-politiques du monde entier moins tolérantes vis-à-vis de la contestation de l'ordre établi et auraient poussé les franges les plus radicales du mouvement altermondialiste à se battre sur d'autres fronts, notamment celui de l'anti-impérialisme et l'antimilitarisme (comme en témoigne la pro-

lifération de groupes opposés à la guerre au Canada et au Québec, par exemple : les coalitions Québec pour la paix, Guerre à la guerre, Échec à la guerre, Bloquez l'Empire, etc.).

Pour d'autres, le mouvement altermondialiste suit les voies de la maturation. À l'origine un mouvement de résistance (l'antimondialisation) décrié par certains pour son absence de propositions concrètes, l'altermondialisme cherche maintenant à construire un « autre monde possible », comme en témoigne le slogan des forums sociaux mondiaux qui se déroulent annuellement depuis 2001.

Mais eu égard aux tensions de plus en plus perceptibles au sein du mouvement, cet « autre monde » reste un idéal difficile à atteindre. Certains déplorent le fait qu'aucun « sujet populaire et historique » en mesure de promouvoir des solutions de rechange au système capitaliste dans sa forme actuelle ne semble surgir des forums sociaux mondiaux¹. Devant cette attitude attentiste, certains altermondialistes proposent d'aligner le mouvement sur une voie plus politique.

Cela semble être le cas en 2005 avec le Manifeste de Porto Alegre, signé par 19 intellectuels et militants associés au mouvement, puis en

Le premier Forum social québécois en 2007 s'inscrit dans une tendance à la régionalisation.

2006 avec l'Appel de Bamako. Mais ces initiatives ne font pas l'unanimité : même si elles visent à élaborer les fondements programmatiques d'une réelle option qui remplacerait l'ordre mondial néolibéral, elles contreviendraient aux principes de la Charte de Porto Alegre, adoptée en 2001, qui stipule qu'aucun participant ne peut s'exprimer au nom du forum. Considérés comme élitistes, le Manifeste de Porto Alegre et l'Appel de Bamako sont rejetés par une base militante plutôt réticente à toute forme de déclaration élaborée de manière hiérarchique.

Si les grands rassemblements internationaux se font plus rares – le Forum social mondial n'a pas été tenu en 2008 –, la multiplication des forums sociaux continentaux (européens, américains, africains, asiatiques, etc.), nationaux, régionaux et locaux porte plutôt à croire que l'altermondialisme est à la « croisée des chemins² ».

Le premier FSQ, en 2007, s'inscrit d'ailleurs dans cette tendance à la régionalisation. Cette rencontre a été l'occasion pour des militants de tous horizons (syndicats, groupes communautaires, autochtones, féministes, etc.) d'échanger et de discuter de la construction d'un « autre Québec » dans un « autre monde possible ».

Le premier Forum social québécois sous-médiatisé

Du 23 au 26 août 2007, le parc Émilie-Gamelin, en plein centre-ville de Montréal, a été le théâtre du premier FSQ. S'inspirant d'un idéal d'autogestion, l'endroit a été transformé en « zone d'autonomie temporaire », solidaire et écologique, le temps de l'événement, qui a attiré plus de 5 000 personnes, et ce, malgré une couverture médiatique somme toute modeste (seulement quelques articles et reportages). Les principaux médias québécois n'ont probablement pas retrouvé dans le FSQ l'attrait spectaculaire des manifestations antimondialisation opposant protestataires et forces policières. Une semaine avant le FSQ, les manifes-

tations entourant le Sommet de Montebello sur le partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) avaient, elles, fait les manchettes en raison de certains débordements – il a été révélé par la suite que cette violence avait été provoquée par des membres des forces policières ayant infiltré des manifestations pacifiques³.

Malgré le manque d'intérêt des médias, le FSQ s'est tenu dans un contexte politico-économique propice à la mobilisation de plusieurs acteurs sociaux, les structures institutionnelles demeurant quant à elles peu ouvertes aux discours de contestation. D'une part, à l'échelle fédérale, le gouvernement conservateur diffuse un discours teinté d'obsession sécuritaire et, d'autre part, un certain consensus mou, inspiré des préceptes du manifeste *Pour un Québec lucide*, semble émaner des principales formations politiques en ce qui concerne la nécessité de moderniser la social-démocratie et de soulager les entraves au capital.

Exception faite de certaines franges plus radicales du mouvement altermondialiste – qui mettent de l'avant une critique de l'impérialisme et jugent que le FSQ est dirigé par des organismes réformistes cooptés par l'État –, l'ensemble des groupes associés à la gauche québécoise était réuni afin de discuter d'un « autre Québec possible ». Ainsi, plus de 300 organisations provenant des milieux associatifs, communautaires, syndicaux, féministes, écologistes, étudiants, autochtones, gais et lesbiens ont organisé des ateliers portant sur des thèmes aussi diversifiés que les droits humains, la démocratie, l'environnement, les services publics, l'économie, la culture, la solidarité internationale et la religion.

Ce premier FSQ s'est inspiré de la philosophie des forums sociaux mondiaux, qui privilégie l'autoprogrammation. Cela signifie qu'il n'y a pas de programme prédéterminé : le mot d'ordre de ce type de rencontre est la diversité créatrice propre au concept de « l'espace ouvert », sur lequel se fondent les forums

sociaux. Si la quantité impressionnante de thèmes abordés a empêché les participants d'assister à l'ensemble des ateliers, elle a également rendu difficile l'émergence d'un réel « projet de société » qui permettrait de rallier la diversité des luttes.

Il demeure en effet difficile de proposer une véritable solution de rechange, à la fois solidaire et nationale, dans un contexte où les différents mouvements (sociaux, syndicaux, écologistes et communautaires) ne partagent pas a priori les mêmes intérêts. Certains sont davantage portés sur la dimension locale, d'autres sur la dimension nationale, alors que plusieurs insistent sur la nécessité d'axer l'intervention au niveau mondial.

À la recherche du consensus

Par ailleurs, certains intervenants ont souligné le retard relatif de la gauche québécoise par rapport à celle d'autres pays, où les luttes contre les diverses formes de domination convergent dans la construction d'une solidarité réelle et d'une identité collective qui s'oppose à la logique néolibérale.

Dans cette perspective, la nécessité d'établir un programme économique a été soulignée lors de certains ateliers. Plusieurs partagent en effet l'impression que la question économique est laissée entre les mains des élites économiques et politiques rompues aux vertus d'un marché autorégulateur. Ce sentiment est peut-être tributaire du fait que la seule option promue par la gauche québécoise en vue de démocratiser l'économie s'est réduite au projet d'économie sociale. En dépit d'une relative réussite au Québec, ce modèle économique ne s'est pas véritablement opposé à la logique néolibérale.

Le FSQ ne s'est pas limité aux discussions et aux réflexions sur les solutions de remplacement au mode de développement actuel. De nombreux événements culturels – projection de films et de documentaires engagés, spectacles musicaux, présentation de créations collectives

– se sont déroulés en marge du forum. Quatre grandes conférences ont également été présentées par des personnalités associées au mouvement altermondialiste, dont Chico Whitaker, l'un des fondateurs du Forum social mondial.

Cependant, à première vue, les retombées concrètes du FSQ apparaissent minces. L'assemblée des mouvements sociaux, qui s'est déroulée lors de la dernière journée du forum, a adopté une résolution en vue de participer à la journée de mobilisation organisée par le Forum social mondial, le 26 janvier 2008. L'assemblée a également accouché d'une déclaration commune, *Un appel solidaire des mouvements sociaux. UniEs pour l'avenir du Québec et du monde*², signée par 71 organisations. Afin de « refléter la diversité des problématiques », cette déclaration refuse de s'exprimer au nom de tous les participants, mais cherche tout de même à inclure l'ensemble des couches de la société, « les femmes, les hommes, les jeunes et les vieux, les francophones, les anglophones, [...] les croyantEs, les non-pratiquantEs, [...] les hétérosexuElles, les gais, les lesbiennes [...] et transgenres, les riches, les pauvres, [...] les puissantEs et les poquéEs, [...] les reconstituées et les monoparentales, les urbains, les ruraux et les banlieusards ».

À force de vouloir ratisser trop large, l'altermondialisme québécois ne se perd-il pas en conjectures? Comment un « nous » peut-il émerger en l'absence d'un adversaire bien défini? Cette volonté d'éviter à tout prix le conflit risque-t-elle de confiner l'altermondialisme à une multitude de groupes de pression exerçant un pouvoir de lobbying pour diverses causes plus identitaires que sociales?

Quel avenir pour l'altermondialisme au Québec?

Depuis les manifestations spectaculaires dans les rues de Québec lors du Sommet des Amériques en 2001, force est de constater que l'altermondialisme a mûri dans la province.

Dans ce contexte, la question de l'avenir politique des mouvements sociaux québécois doit se poser.

L'altermondialisme mis de l'avant durant ce premier FSQ, inspiré par une mouvance pragmatique et autogestionnaire très populaire auprès des militants, désire reconstruire l'action sociale en dehors des logiques technobureaucratiques de l'État et du marché. Cette philosophie peut se résumer par cette formule consacrée : « changer le monde sans prendre le pouvoir⁶ ». Reste à savoir si de telles initiatives sont en mesure de transformer en profondeur la culture politique québécoise, ou si elles se limiteront à un « esthétisme de la résistance » réservé à une avant-garde éclairée.

La question du pouvoir institutionnel au cœur des débats actuels (et historiques!) a toutefois le mérite de souligner la dimension proprement politique du mouvement. En se limitant aux périphéries du politique et en demeurant confinés à des actes de résistance ponctuels, les altermondialistes ne concèdent-ils pas le pouvoir de l'État aux forces néolibérales et conservatrices?

Car pendant que l'altermondialisme tente de se construire une identité en tablant sur l'inclusion et le respect de la diversité, certaines forces réactionnaires, notamment les partis politiques populistes, construisent un « eux » bien défini qui se nourrit de l'inquiétude de la population à l'égard des conséquences délétères de la mondialisation néolibérale. Les discours populistes possèdent d'ailleurs un écho favorable auprès d'un électorat qui devrait composer la masse critique de la gauche québécoise.

À cet effet, la formation politique de gauche Québec solidaire, qui partage dans l'ensemble les idéaux des altermondialistes, représente une tentative d'intégrer la sphère politique. Malgré la volonté de « faire de la politique autrement », le parti peine à récolter un appui massif auprès de l'électorat.

Dans ce contexte, peut-être faut-il voir d'un bon œil l'idée que l'altermondialisme raffermisse ses bases nationales et surtout locales.

Il reste que la diffusion d'idées à contre-courant peut difficilement passer par les voies médiatiques traditionnelles. Les altermondialistes doivent utiliser des canaux différents (médias alternatifs, Internet) pour diffuser leurs discours auprès de la population. Mais ces médias alternatifs s'adressent majoritairement à des individus déjà convaincus ; c'est la raison pour laquelle les altermondialistes cherchent maintenant à rencontrer directement les populations locales. D'ailleurs, le FSQ laissera place à une série de forums sociaux régionaux en 2008 avant de préparer la tenue d'un second forum québécois en 2009. La consolidation du mouvement et de réelles solutions émergeront peut-être de ce raffermissement des bases locales du mouvement. Tel est le pari que semblent avoir pris les altermondialistes au Québec.

Le modèle de l'économie sociale au Québec ne s'est pas véritablement opposé à la logique néolibérale.

Notes

1. Voir Appel de Bamako. En ligne : www.suisse.attac.org/Appel-de-Bamako
2. Ibid.
3. BUZZETTI, Hélène, « Sommet de Montebello. La police est accusée d'avoir utilisé des agents provocateurs », *Le Devoir*, jeudi 23 août 2007, p. A5.
4. Voir « Forum social québécois. Appel à un contingent anti-impérialiste et révolutionnaire », CMAQ. En ligne : <http://www.cmaq.net/fr/node/27874>
5. ASSEMBLÉE DES MOUVEMENTS SOCIAUX (FSQ), *Un appel solidaire des mouvements sociaux. UniEs pour l'avenir du Québec et du monde*, 26 août 2007. En ligne : <http://www.er.uqam.ca/nobel/social/2007/files/textes/FSQ-Appel-mouvements-sociaux-final.pdf>
6. HOLLOWAY, John, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Montréal, Lux, 2007.